

4 décembre 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gerhard Schroeder, Chancelier allemand, sur la coopération franco allemande pour la préparation du sommet de Copenhague, notamment la question de l'élargissement de l'Union européenne à la Turquie, la commémoration du traité franco-allemand et le déroulement des inspections de l'ONU en Irak, Storkow le 4 décembre 2002.

LE CHANCELIER - Bienvenue dans le Land de Brandebourg, ici nous sommes dans une très belle région dont nous n'avons bien sûr pas pu profiter ce soir. Je voudrais dire que ces entretiens franco-allemands ont été tout à fait excellents et fructueux non seulement pour le travail commun entre la France et l'Allemagne mais pour l'ensemble de l'Europe.

Une grande partie de nos entretiens a été consacrée à la préparation du sommet de Copenhague. Et il est d'ores et déjà établi que la France et l'Allemagne aborderont le Conseil européen de Copenhague avec une position politique commune. Il est clair que les choix qui ont été arrêtés à Bruxelles sur le plan politique et sur le plan du financement seront maintenus et poursuivis à l'occasion du sommet de Copenhague. Depuis le début du processus d'élargissement, la France et l'Allemagne se sont attachées à la réussite de cet élargissement, pour des raisons à la fois historiques et qui tiennent à l'actualité, afin de faire de l'espace européen un espace de paix et de prospérité pour les peuples qui l'habitent, et nous sommes quant à nous tout à fait confiants dans la réussite de ce conseil européen de Copenhague.

En ce qui concerne les décisions qui avaient été prises à Bruxelles, nous ne recommandons à personne de s'aviser de rouvrir le paquet de décisions prises à Bruxelles et notamment à l'occasion du sommet de Copenhague. En ce qui concerne le volet agricole où la France et l'Allemagne, dans le souci d'assurer la réussite de l'élargissement européen, ont consenti à de très grands efforts, nous attendons que cette position et que ces décisions soient respectées de tous.

En ce qui concerne maintenant les attentes de la part de la Turquie à l'égard du Sommet de Copenhague, nous sommes absolument convaincus d'une part que la France et l'Allemagne présenteront une position commune à l'occasion du Conseil européen de Copenhague, d'autre part que cette position débouchera sur un signal fort qui sera donné à la Turquie face à ses attentes, signal qui ira même au-delà de cette simple échéance du sommet de Copenhague. En ce qui concerne les questions de détails, elles sont en cours d'examen par les Ministres des Affaires étrangères qui vont les tirer au clair et les présenter à l'occasion du sommet de Copenhague.

Troisièmement, nous avons également consacré une partie de nos entretiens à l'excellent travail de préparation qui a été entrepris par nos ministres des Affaires étrangères en vue de la célébration du 40ème anniversaire du Traité de l'Élysée. sur l'ensemble des points examinés.

... l'organisation des manifestations diverses et variées, à la fois en France et en Allemagne. Nous avons affiché un accord total. Ce sera, je voudrais le souligner, une série de manifestations à la fois en France et en Allemagne qui seront à la mesure de l'importance que revêtent les relations germano-françaises, qui souligneront leur importance et leur rôle pour nos deux pays, certes, mais aussi pour l'avenir de l'Europe tout entière. Je suis très heureux d'avoir pu recevoir le Président de la République et son ministre des Affaires étrangères ce soir, ici, et nous aurons très certainement une autre rencontre de ce type avant le 40ème anniversaire à proprement parler.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord remercier chaleureusement le Chancelier de nous avoir réservé un accueil aussi agréable dans ce superbe Land. Sur nos discussions, le Chancelier a tout dit et je n'ai rien à ajouter, mais je voudrais tout de même souligner qu'elles illustrent bien la volonté de l'Allemagne et de la France de poursuivre avec détermination la voie de la construction européenne et de le faire la main dans la main.

Nous avons une position commune sur tous les problèmes du sommet de Copenhague, notamment les problèmes liés à l'élargissement, dans l'immédiat et à terme, s'agissant de la Roumanie et de la Bulgarie d'une part, s'agissant de la Turquie ensuite. Une position commune. Nous témoignerons de cette très forte volonté d'assumer ensemble notre part de responsabilité dans la construction européenne à l'occasion du 40ème anniversaire du Traité germano-français, qui se déroulera à Paris et à Berlin, le 22 et le 23 janvier prochain, et à l'occasion duquel nous pourrons donner une nouvelle marque de cette volonté d'aller ensemble.

QUESTION - M. le Président, M. le Chancelier, est-ce que vous êtes satisfaits de la façon dont les inspecteurs des Nations-Unies mènent leur travail actuellement en Iraq et avez-vous un commentaire sur les réflexions du Président Bush ?

LE PRESIDENT - Premièrement, nous avons toute confiance dans les qualités de M. Blix et de M. El Baradei pour conduire ces inspections. Ce sont deux personnalités dont personne ne peut mettre en cause ni la compétence ni la responsabilité, ni naturellement l'honnêteté.

Je constate que, jusqu'ici, ils ont indiqué clairement qu'ils avaient pu exercer dans des conditions normales leur mission. Je souhaite qu'ils puissent continuer normalement car il est évident que les autorités irakiennes, aujourd'hui, n'ont pas d'autre issue à la crise que connaît cette région que de jouer parfaitement le jeu avec les inspecteurs.

LE CHANCELIER - Je n'ai rien à ajouter aux propos du Président de la République. Je préciserai simplement que, l'année prochaine, alors que l'Allemagne sera membre du Conseil de Sécurité, nous allons renforcer plus encore la concertation entre la France et l'Allemagne pour la politique du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et c'est avec une position commune que nous entendons nous exprimer dans l'ensemble des enceintes internationales concernées par cette affaire.

QUESTION - M. le Chancelier, vous aviez indiqué que, dans un premier temps, concernant la Turquie, il y aurait un signal fort qui irait au-delà des décisions de Bruxelles qui seraient adressé à la Turquie et, tout à l'heure, à l'instant, vous avez indiqué que ce signal irait au-delà des décisions de Copenhague.

LE CHANCELIER - Il s'agit visiblement d'un petit malentendu. Je veux dire que c'est un signal qui va au-delà des décisions de Bruxelles. Mais, bien entendu, je ne veux pas dire que c'est un signal qui va au-delà des décisions de Copenhague puisque le sommet de Copenhague n'a pas encore eu lieu. En revanche, la France et l'Allemagne sont résolues à aborder le sommet de Copenhague avec une position commune qui se traduira par un signal qui ira plus loin que la position de Bruxelles, mais évidemment Copenhague n'a pas encore eu lieu.

Vous comprendrez que le respect que l'on doit aux membres du Conseil européen et aux membres de la présidence européenne commande que nous réservions en priorité les détails qui fondent notre position commune à la présidence, à nos partenaires de l'Union européenne et à l'ensemble de nos collègues avant de rendre ces détails publics.

Merci beaucoup.